



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

Région Pays de la Loire

## Notice d'information du territoire

### « Unité de Gestion Vilaine Est »

#### PY\_UGVE

### Campagne 2026

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Unité de gestion Vilaine Est » au titre de la campagne PAC 2026. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac<sup>1</sup>.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

<sup>1</sup> <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

## 1 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

*Etablissement Public Territorial du Bassin de la Vilaine - Eaux & Vilaine*

*Boulevard de Bretagne*

*56130 La Roche-Bernard*

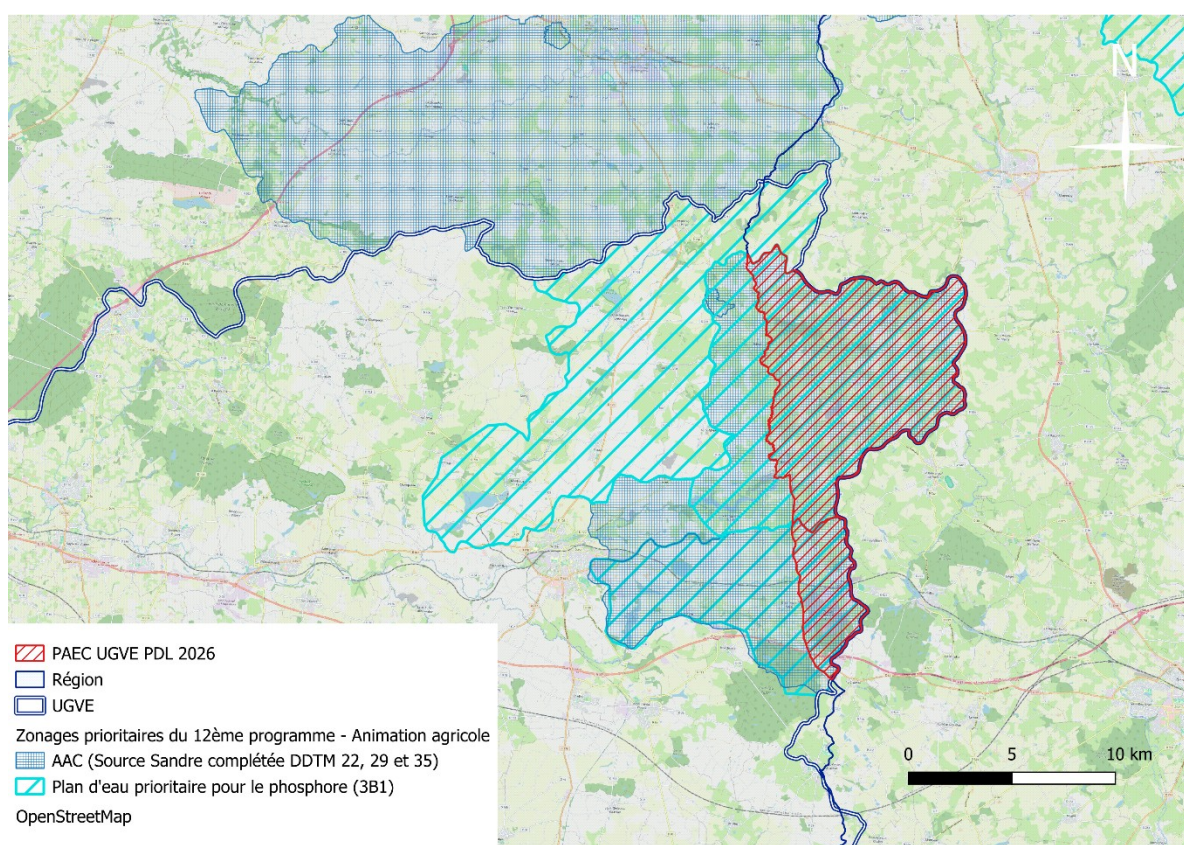
*Maël PINSON*

*06 82 58 68 12*

[mael.pinson@eaux-et-vilaine.bzh](mailto:mael.pinson@eaux-et-vilaine.bzh)

## 2 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « UNITE DE GESTION VILAINE EST » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le périmètre du PAEC correspond à la partie ligérienne des Aires d'Alimentation de Captages (AAC) des captages de la Valière et de Pont-Billon, représenté sur la carte ci-après. La superficie du PAEC est de 101 km<sup>2</sup>. Un autre PAEC est ouvert sur la partie bretonne.



Le territoire concerne 8 communes listées ci-après :

N°	Communes	Numéro INSEE	Inclusion dans PAEC	Surface dans le PAEC en ha	% dans le PAEC
1	Bourgon	53040	Partielle	1888,08	90,04
2	La Gravelle	53108	Partielle	258,93	41,56
3	La Croixille	53086	Totale	2014,96	100,00
4	Launay-Villiers	53129	Partielle	194,61	21,50
5	Le Bourgneuf-la-Forêt	53039	Partielle	411,82	14,40
6	Saint-Pierre-la-Cour	53247	Partielle	988,56	63,01
7	Juvigné	53123	Partielle	4272,65	68,74
8	Saint-Hilaire-du-Maine	53226	Partielle	63,52	2,04

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

### 3 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

#### Principales caractéristiques du territoire

8 communes sont concernées par le zonage, dont 4 à plus de 50 % dans l'UGVE. Le territoire est majoritairement rural, avec une moyenne de 78 % de SAU par rapport à la surface totale. La SAU est de près de 7885 ha.

210 exploitations ont au moins 1 parcelle dans la zone du PAEC selon le RPG 2023. La plupart des exploitations sont à cheval entre la région Bretagne et la région Pays de la Loire et sont sur plusieurs PAEC (Oudon, UGVE partie Bretagne...).

C'est un territoire d'élevage : l'orientation technicoéconomique des exploitations étant l'élevage de bovins (mixte) et la polyculture-élevage. L'UGB moyen par exploitations des communes concernées par le PAEC est de 124,48. La taille moyenne des exploitations est de 58,7 hectares avec des valeurs variants entre 39 et 82 ha selon les communes (source : RGA 2020).

Selon l'inventaire d'Eaux & Vilaine, on dénombre 461 kilomètres de cours d'eau sur le territoire ligérien de l'UGVE. On compte également 12 km<sup>2</sup> de Zones Humides : intérêt de conserver ces zones propices à la biodiversité et à la captation de carbone. 8 Masses d'eau du bassin versant de la Vilaine sont (entièrement ou en partie) dans la région Pays de la Loire. Parmi elles, 6 sont en état écologique "moyen" ; 1 est en "mauvais" état : la masse d'eau du Semnon médian ; et 1 est en état "médiocre" : la masse d'eau de la Cantache amont.

L'AAC de la Valière s'étend sur 65 km<sup>2</sup> avec 40 km<sup>2</sup> de SAU, et comporte 104 exploitations avec au moins une parcelle dans l'Aire d'Alimentation.

L'AAC de Pont-Billon s'étend sur 139 km<sup>2</sup> avec 115 km<sup>2</sup> de SAU, et comporte 283 exploitations avec au moins une parcelle dans l'Aire d'Alimentation.

## Principaux enjeux agricoles et environnementaux

Diverses problématiques touchent de manières plus ou moins importantes les masses d'eau :

- La morphologie des cours d'eau est largement dégradée notamment en tête de bassins versants. L'hydrologie est perturbée de façon généralisée avec des périodes d'assecs régulières et des phénomènes d'à-coups hydrauliques fréquents. La continuité écologique est aussi une problématique associée à la présence de nombreux plans d'eau mais aussi liée à la présence d'ouvrages (seuils, vannes...) bloquants. Sur les linéaires connus et prospectés 3 et 6% de cours d'eau sont busés.
- Les pollutions diffuses constituent un autre enjeu important du territoire, parmi les principales problématiques :
  - La présence de pesticides dans les cours d'eau sur l'ensemble de la zone qui perturbe l'atteinte du bon état. Les métabolites de dégradation du S-métolachlore et du Nicosulfuron qui sont utilisés comme herbicides sur maïs sont un enjeu croissant sur le territoire ;
  - Des flux de phosphore liés majoritairement à l'érosion des sols généralisée sur l'ensemble du territoire, et aussi au dysfonctionnement de certains systèmes d'assainissement ;
  - Des concentrations élevées en nitrates sur le bassin versant du Semnon, notamment en amont, et sur le bassin versant de la Seiche.

Pour les deux AAC concernées par le PAEC la problématique principale est la présence de pesticides.

Par ailleurs, le territoire est confronté à une diminution du nombre d'exploitants agricoles et notamment d'éleveurs. Aussi, l'un des enjeux forts de ces prochaines années, au vu de l'âge des exploitants actuels, réside dans la transmission des exploitations et l'installation de nouveaux agriculteurs, issus ou non du milieu agricole.

Pratiques agricoles répandues qui impactent les enjeux identifiés

- La culture de maïs et plus généralement de céréales sont celles ayant le plus d'impact sur la qualité de l'eau : érosion des sols, augmentation des transferts de polluants (nitrates, produits phytosanitaires...).
- Agrandissement des exploitations suite au départ d'agriculteurs sans reprise de l'exploitation, qui amènent à des simplifications de techniques, de l'éclatement parcellaire...

Plusieurs leviers sont activés sur le territoire :

- Encourager le maintien de l'élevage et augmenter la part de prairies dans l'assolement : favoriser l'autonomie fourragère des exploitations, le pâturage ;
- Maintenir, voire augmenter la part de l'agriculture biologique sur le territoire ;
- Favoriser des systèmes et des pratiques plus économes en intrants : désherbage mécanique sur maïs, allongement des rotations, implantation de cultures pérennes ou à Bas Niveau d'Intrants ;
- Travail de fond sur la transmission des exploitations et l'installation de nouveaux producteurs.

#### 4 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre une obligation de réaliser avant l'engagement un **diagnostic agroenvironnemental de l'exploitation** (avec un plan de gestion pour certaines MAEC).

Deux types de mesures sont proposés :

- Des **mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;
- Des **mesures localisées** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
Zones humides - Prairies permanentes	PY_UGVE_MHU1	Localisée	Préserver les milieux humides permettant le développement d'une flore et d'une faune remarquables.	150 €	Niv 1 8 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_UGVE_HBV1	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	121 €	Niv 1 Evolution : 8 000 € Maintien : 6 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_UGVE_HBV2	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	177 €	Niv 2 Evolution : 10 000 € Maintien : 7 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_UGVE_HBV3	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	233 €	Niv 3 Evolution : 12 000 € Maintien : 8 000 €
Terres arables	PY_UGVE_FER6	Système	Limiter la contamination des eaux de surfaces par des pesticides et des nitrates.	212 €	Niv 2 10 000 €

Pour les MAEC « Herbivores », la progression du taux d'herbe est prise en compte pour la définition du plafond par exploitation :

- le dossier est considéré en « maintien » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 ou la campagne N) est supérieur ou égal au taux d'herbe à atteindre en année 3 ;
- le dossier est considéré en « évolution » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 et la campagne N) est inférieur au taux d'herbe à atteindre en année 3.

**Les MAEC sont cofinancées par des crédits européens (FEADER) et nationaux (MAASA, AELB).** Les modalités de financement envisagées pour les MAEC 2026 en Pays de la Loire sont les suivantes :

Financier	Part prévue dans le financement des mesures
Crédits européens (FEADER)	80%
Crédits nationaux (MAASA, AELB)	20%

Cette notice d'information du territoire « Unité de gestion Vilaine Est » est complétée par les notices spécifiques à chacune de ces mesures, incluant les cahiers des charges à respecter. L'ensemble de ces notices est mis à disposition sur le site internet de la DRAAF des Pays de la Loire.

## 5 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des financeurs présentés dans le tableau ci-dessus. Les plafonds sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

## 6 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Si le budget n'est pas suffisant pour engager tous les dossiers de ce PAEC, les dossiers sont priorisés selon le type de MAEC engagée :

Priorité	Code mesure
<b>A</b>	HBV3 « Evolution »
<b>B</b>	HBV2 « Evolution »

<b>C</b>	HBV1 « Evolution »
<b>D</b>	Eau : FER6 Biodiversité : MHU1
<b>E</b>	HBV3 « Maintien »
<b>F</b>	HBV2 « Maintien »
<b>G</b>	HBV1 « Maintien »

Si une priorisation est nécessaire dans une catégorie ci-dessus, elle sera établie selon le taux d'herbe dans la SAU en 2026 : plus ce taux d'herbe est élevé plus le dossier est prioritaire.

## 7 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

---

Pour vous engager dans une MAEC en 2026, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2026 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC<sup>2</sup>, en précisant le code de la mesure demandée ;

Pour les exploitations ayant des engagements en cours dans la **programmation 2015-2022**, il convient de le déclarer dans le formulaire de demande d'aide.

Pour les mesures présentant des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...), vous devez déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

---

<sup>2</sup> Disponible sur Télépac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>